

# Acceptabilité des nouvelles infrastructures de transition énergétique : transition subie, transition choisie ?

## Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

D'emblée nous souhaitons féliciter les rapporteurs et la commission pour un avis qui traite d'un sujet cher au groupe mais qui transparaît trop peu habituellement dans nos travaux. Ce texte s'interroge sur les représentations socialement partagées comme étant l'espace réel du débat sur les transitions à venir. La part irrationnelle ou subjective de la démocratie et la prise en compte des imaginaires qui structurent nos sociétés.

Car pour réussir cette transition, il ne suffit pas de planifier, d'objectiver et chiffrer, de programmer et d'établir des stratégies. Toute la difficulté de ces projets réside dans la recherche d'une acceptabilité démocratique et non pas d'une acceptabilité rapide et peu coûteuse...

Le groupe a très vite questionné ce terme qui pourrait venir tout droit du management de projet dans une seule optique de réduction des risques. L'acceptabilité met en cause le comportement des citoyens, sans questionner la méthode par laquelle un projet s'inscrit dans des dynamiques sociales et territoriales.

Or celle-ci doit respecter et intégrer délibérément le vécu et les ressentis des citoyennes et citoyens envers les politiques publiques, leurs territoires de vie et les infrastructures qui s'y installent. Sans cette prise en compte sincère, c'est une méthode qui ne peut qu'être vécue que de façon brutale car elle ne s'appuierait alors que sur la réduction déshumanisée du risque financier ou politique.

Pour cela, il est nécessaire de sortir des seules logiques d'objectivation et du paradigme technocratique qui trop souvent invisibilise voire "domine" sur les dynamiques et représentations sociales. Il faut rendre les projets appropriables, négociables et compréhensibles par tous et toutes tout au long du processus.

Assurer le caractère démocratique de ces projets d'infrastructure, c'est donc entendre, écouter et s'autoriser à co-construire. C'est, pour les porteurs de projet, ajouter une exigence démocratique aux exigences écologiques et financières de leurs projets.

C'est à l'autorité publique de s'en assurer, et de garantir une place légitime aux habitantes et habitants dans les projets qui les impactent et les concernent, même dans les dimensions socio-culturelles qui paraissent les plus irrationnelles et proviennent de nos imaginaires. Cet avis nous le rappelle, nous ne faisons pas de politique seulement avec de la rationalité, à tous les niveaux, et l'humilité nous oblige à le considérer pour tout le monde, même ici.

Cela se retrouve dans cet avis, et c'est très encourageant. Car nous devons accélérer cette transition. Mais nous ne pourrons pas la faire sans embarquer tout le monde, sans reconsidérer l'impérative nécessité de faire place à des méthodes qui sortent de nos pratiques traditionnelles, et qui visent des appropriations individuelles et collectives.

L'éducation populaire, ce qui découle de sa pensée ainsi que ses outils peut nous aider à faire émerger une transition écologique choisie et non subie.

Toutefois, nous avons encore quelques regrets sur cet avis : sa difficulté à affirmer qu'il nous faut un véritable changement de paradigme afin de réussir la transition énergétique. Il ne suffira pas de laisser la main invisible construire des éoliennes.

Il nous faut sortir de la seule loi du marché pour le secteur de l'énergie et appeler à un Etat stratège qui investit, régule et planifie une transition devenue nécessaire pour permettre à chacun et chacune de vivre dignement dans les prochaines années.

Quoi qu'il en soit, l'avis permet également de rappeler que la question de la justice climatique n'est pas un concept lointain et que les inégalités sociales de notre pays sont synonymes d'inégalités climatiques, tant dans la pollution générée que les conséquences négatives des transitions à venir. Sans une stratégie de long terme prenant en compte les inégalités sociales, la transition impactera les personnes les plus précaires.

Cet avis dit beaucoup. Merci aux rapporteurs et à la commission pour ce travail, que le groupe a voté favorablement.